ASSEMBLÉE NATIONALE

4 avril 2025

FIN DE VIE - (N° 1100)

AMENDEMENT

N ° AS749

présenté par
Mme Erodi et M. Clouet

ARTICLE ADDITIONNEL**APRÈS L'ARTICLE 9, insérer l'article suivant:**

Le code du travail est ainsi modifié :

1° L'article L. 3142-1 est complété par un 6° ainsi rédigé :

« 6° S'il a été désigné comme personne volontaire au sens des articles L. 1111-12-1 et L. 1111-12-7 du code de la santé publique. » ;

2° L'article L. 3142-4 est complété par un 7° ainsi rédigé :

« 7° Trois jours fractionnables pour le décès de la personne qui l'a désignée personne volontaire au sens des articles L. 1111-12-1 et L. 1111-12-7 du code de la santé publique. Ces jours ne sont pas cumulables avec ceux mentionnés au 5° du présent article. »

EXPOSÉ SOMMAIRE

Cet amendement propose de permettre à la personne volontaire désignée par le patient de bénéficier du congé pour décès prévu par l'article L3142-4 du code du travail.

La personne volontaire désignée par le patient sera par définition amenée à jouer un rôle central dans l'accompagnement de la personne en fin de vie. Son rôle et son implication auprès du patient au moment de mettre fin à ses souffrances sont centraux et donc vecteurs d'une forte charge émotionnelle. Le congé pour décès est un des outils permettant de soutenir et d'accompagner les personnes volontaires face à charge émotionnelle.

En l'état, n'ont droit à trois jours de congés pour cause de décès que les conjoints, concubins, partenaires liés par un PACS, parents, beaux-parents et frères et sœurs de la personne décédée. Un-e ami-e de la personne décédée désigné-e par le patient et volontaire pour l'administration de la substance létale ne serait donc pas éligible à ce congé.

Cet amendement vise donc à ouvrir le droit au congé de décès à la personne volontaire désignée par le patient. Ce faisant, il poursuit également une visée opérationnelle : comment garantir sa présence le jour de l'administration, notamment en cas d'impossibilité d'aménagement de son temps de travail ?